



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
et européennes

Le Ministre



Luxembourg, le **22 SEP. 2014**

Réf. : 80ax37867

**Plateforme PTCI/TTIP  
C/O Secrétariat européen commun  
de l'OGBL et du LCGB Asbl,  
40, bld Napoléon 1<sup>er</sup>  
L-2210 Luxembourg**

**Objet : L'accord commercial UE-Canada (CETA) et l'introduction d'un chapitre de règlement des différends**

Mesdames, Messieurs,

Je me réfère à votre lettre du 9 septembre 2014 sur l'accord UE-Canada (CETA) et plus spécifiquement sur vos questions liées à la transparence du processus de négociation et l'introduction d'un chapitre ISDS (règlement des différends entre investisseurs et Etats) dans cet accord.

Concernant vos remarques sur l'opacité des négociations des accords commerciaux conclus entre l'Union européenne et des pays tiers, je tiens tout de même à souligner que la Commission européenne a fait des efforts visant à recueillir les avis et commentaires de la part de la société civile, d'entreprises et d'associations industrielles de tous les Etats membres. Dans cet esprit la Commission a publié en mai 2009 un questionnaire détaillé sur les différents domaines de négociation, cherchant à recueillir des commentaires des parties intéressées et sur les enjeux dans les relations commerciales bilatérales avec chaque partenaire tiers. S'ajoutent des réunions ad-hoc sur l'état d'avancement des négociations et des dialogues continus avec la société civile qui ont eu lieu plusieurs fois par an. Ces initiatives et la panoplie d'informations publiée sur le site web de la DG Commerce démontrent la volonté de la Commission à renforcer le dialogue et l'information de la société civile tout au long des négociations commerciales.

En outre, je tiens à préciser, que l'accès aux documents est prévu par le règlement du Parlement et du Conseil du 30 mai 2001. Cet acte législatif constitue la base légale de la Commission européenne pour restreindre la divulgation de certains documents concernant les

négociations d'accords commerciaux. Le gouvernement luxembourgeois continue à militer pour un maximum de transparence dans toutes les négociations d'accords de libre-échange.

En ce qui concerne la négociation d'un chapitre de règlement de différends entre investisseurs et Etats tel que prévu dans son mandat, la Commission se base sur les dispositions concernant la protection des investissements prévues dans les 1400 accords bilatéraux conclus par les Etats Membres de l'UE depuis 1960. Ainsi, le Luxembourg est lui aussi lié par des clauses d'arbitrage dans la majorité des accords de protection des investissements conclus dans le cadre de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL). Le gouvernement ne voit pas la plus-value d'un règlement des différends dans un accord avec un pays membre de l'OCDE doté d'un système juridique performant. Le Luxembourg a fait valoir ce point de vue à maintes reprises, y compris lors de la réunion du comité de politique commerciale en date du 12 septembre 2014. Par cette démarche, le gouvernement reste donc fidèle à sa position concernant l'introduction d'une clause d'arbitrage dans un accord de libre-échange avec un pays développé.

En ce qui concerne les prochaines étapes dans la conclusion de l'accord CETA, le calendrier n'est pas encore déterminé. Le président Barroso et le Premier Ministre Harper annonceront officiellement la conclusion des négociations lors du prochain sommet UE-Canada, le 26 septembre 2014. A ce stade la Commission ne prévoit pas de paraphe du texte, mais plutôt une signature à la fin du processus après certification juridique et traduction de l'accord ; le texte sera également publié par les services de la Commission à ce moment.

Conformément à notre politique sur le dépôt des traités, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sera déposé auprès de la Chambre des députés pour consultation et ratification, après la finalisation de l'analyse légale et de la traduction du paquet final par les services de la Commission européenne. Je tiens dans ce contexte à vous informer que dans le cadre de la loi de non-discrimination en vigueur au Canada, les textes finaux ne peuvent pas être publiés avant leur traduction dans l'écriture Braille.

Le gouvernement se tient à votre disposition pour vous fournir toute information supplémentaire sur le processus qui pourrait s'avérer utile.

Veuillez agréer Mesdames, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.



Jean Asselborn

Ministre des Affaires étrangères et européennes